

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 40.591/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 29 mai 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 10 juillet 2006 ^(*), sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget", a donné le 28 juin 2006 l'avis suivant :

^(*) Par une lettre du Ministre du 1^{er} juin 2006

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Selon les articles 50, 51 et 71 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions :

"Art. 50. § 1^{er}. (...)

§ 2. La loi détermine les dispositions générales applicables aux budgets et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle exercé par la Cour des comptes. (...)

Art. 51. Les Communautés et les Régions organisent un contrôle administratif et budgétaire pour ce qui les concerne et disposent à cette fin d'inspecteurs des finances qui, mis à leur disposition, sont placés sous leur autorité. (...)

Art. 71. § 1^{er}. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi visée à l'article 50, § 2, sont applicables aux Communautés et aux Régions, les dispositions en vigueur relatives à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes et du contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, ainsi que les dispositions en matière de comptabilité de l'État, sans préjudice de ce qui est disposé au paragraphe 2 en ce qui concerne l'article 32bis de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'État.

§ 2. Jusqu'à l'organisation d'un contrôle administratif et budgétaire, visé à l'article 51, les dispositions mentionnées à l'article 32bis de la même loi du 28 juin 1963 sont applicables aux Communautés et aux Régions.

§ 3. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi visée à l'article 50, § 2, les dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public restent applicables, pour ce qui concerne le mode d'exercice du contrôle de la Cour des comptes, vis-à-vis des organismes d'intérêt public qui dépendent des Communautés et des Régions".

.../...

Quant à l'entrée en vigueur des différentes dispositions, la loi spéciale du 16 janvier 1989, précitée, établit dès lors une distinction entre les dispositions relatives à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes et du contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, ainsi que les dispositions en matière de comptabilité de l'État, d'une part, et celles relatives au contrôle administratif et budgétaire, d'autre part.

Les lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, ont cessé d'être applicables à la Région de Bruxelles-Capitale depuis l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 2006 ¹.

Comme le Conseil d'État l'a rappelé dans un avis récent ²,

"L'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, publiée au Moniteur belge le 23 mars 2006, est, en vertu de son article 112, § 1^{er}, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006 avec effet rétroactif ³. Les arrêtés qui visent à exécuter les dispositions de cette ordonnance et qui sont indispensables à son exécution auront également un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2006. (...)

Il en résulte que, du 1^{er} janvier 2006 jusqu'au 23 mars 2006, les dispositions de l'ordonnance organique n'ont pu être appliquées régulièrement et que, même après la publication de cette ordonnance au Moniteur belge, l'application de ses dispositions est susceptible, à défaut d'avoir adopté les arrêtés d'exécution nécessaires, de créer une insécurité juridique."

-
- (1) En vertu de l'arrêté royal du 18 mars 2004 reportant, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes.
- (2) Avis 40.194/2, donné le 10 avril 2006, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant sur les acteurs financiers".
- (3) Le projet d'ordonnance a été déposé au Parlement le 6 octobre 2005 mais n'a pu être adopté par celui-ci que le 23 février 2006.

.../...

Par contre, l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, pris en vertu de l'article 46 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État ⁴, ainsi que l'arrêté royal du 8 avril 1954 réglant les modalités de contrôle des inspecteurs des finances dans certains organismes d'intérêt public, pris en vertu de l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, restent d'application aussi longtemps qu'ils n'ont pas été abrogés par le Gouvernement ⁵.

Compte tenu du fait que la rétroactivité donnée aux arrêtés d'exécution de l'ordonnance organique du 23 février 2006, précitée, vise à combler un vide juridique - et donc à assurer la continuité du service public -, il convient de distinguer les dispositions relatives au contrôle administratif et budgétaire des autres dispositions ⁶ et de ne faire entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2006 que ces dernières dispositions.

2. Outre l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989, précitée, le projet d'arrêté se donne comme fondement juridique, les articles 8, alinéa 2, et 11 de la loi du 16 mars 1954, précitée, et les articles 81 à 83 de l'ordonnance organique du 23 février 2006, précitée.

Parmi ces dispositions, seul l'article 8, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954, précitée, qui ne s'applique qu'aux organismes de catégorie A, et les articles 81, alinéa 1^{er}, et 82, alinéa 3, de l'ordonnance organique du 23 février 2006, précitée, qui ont vocation à s'appliquer tant aux services du Gouvernement qu'aux organismes administratifs autonomes au sens du titre VII de l'ordonnance organique ⁷, fournissent un fondement légal à l'arrêté en projet.

(4) Ancien article 32*bis* de la loi du 28 juin 1963, précitée.

(5) Voir l'article 45, alinéa 1^{er}, du projet d'arrêté.

(6) Il s'agit de l'article 7 du projet d'arrêté.

(7) L'exposé des motifs du projet d'ordonnance organique précise à ce sujet : "(...) l'idée est de soumettre les organismes administratifs autonomes à tout le projet d'ordonnance, sauf les exceptions et précisions contenues dans ce titre VII. Dès lors, les dispositions en matière de crédits, de budget, de comptabilité, de contrôle interne, etc. sont applicables à ces organismes." (Doc. Parl. R.B.C., 2004-2005, n° A-186/1, p. 40).

Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet trouvent également un fondement juridique dans l'article 36 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, qui rend les articles 68, alinéa 1^{er}, et 69 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles applicables à la Région de Bruxelles-Capitale.

Il résulte néanmoins de la lecture conjointe des articles 81 et 82 de l'ordonnance organique et de l'article 108, § 1^{er}, de cette ordonnance, selon lequel seuls les articles 2 à 7 de la loi du 16 mars 1954, précitée, cessent d'être applicables aux organismes administratifs autonomes qui sont des organismes d'intérêt public, que l'ordonnance organique n'autorise pas le Gouvernement à déroger aux autres dispositions de la loi du 16 mars 1954, précitée.

Ainsi, les articles 7 à 16 du projet doivent s'inscrire dans le cadre général tracé par les articles 8 et suivants de la loi du 16 mars 1954, précitée. A fortiori, l'auteur du projet ne peut pas, sans habilitation expresse, ajouter des dispositions nouvelles à celles de la loi du 16 mars 1954, précitée, concernant les organismes d'intérêt public qui ne sont pas des organismes administratifs autonomes.

Il convient, dès lors, de préciser clairement, soit à l'article 3 du projet soit dans les différentes dispositions du projet, le champ d'application des dispositions du projet à l'examen, en distinguant les services du Gouvernement, les organismes administratifs autonomes et les organismes d'intérêt public (de catégorie A ou de catégorie B) qui ne sont pas des organismes administratifs autonomes, et qui ne sont donc pas visés par l'ordonnance organique précitée mais uniquement par la loi du 16 mars 1954, précitée.

Observations particulières

Préambule

Il convient de revoir le préambule pour viser uniquement les dispositions qui procurent un fondement juridique à l'arrêté en projet (voir observation générale n° 2).

Dispositif

Article 1^{er}

La plupart des définitions de l'article 1^{er} figurent déjà dans l'ordonnance organique du 23 février 2006, soit dans l'article 2 de cette ordonnance soit dans d'autres dispositions, tel que par exemple l'article 15 concernant la notion de subvention "organique" ou "facultative".

Il n'est pas indiqué de reproduire ou de paraphraser des articles de l'ordonnance organique car, en reproduisant - même fidèlement - le contenu de ces articles, l'auteur du projet agit comme s'il était compétent pour arrêter - et donc aussi modifier - les normes supérieures reproduites.

Ces définitions seront dès lors, omises

Articles 10 et 32

Selon les articles 10, § 1^{er}, et 32 du projet, tant les avant-projets d'ordonnance et d'arrêté que les projets d'ordonnance et d'arrêté (ainsi que les projets de circulaire ou de décision) doivent être soumis à l'accord budgétaire du Ministre du Budget et à l'avis de l'inspecteur des finances.

Si l'auteur du projet n'a pas l'intention de soumettre deux fois les mêmes textes à l'accord du Ministre du Budget et à l'avis de l'inspecteur des finances - et donc de modifier les règles actuellement en vigueur -, il y a lieu de reprendre les termes utilisés dans les articles 5 et 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994, précité (avant-projets d'ordonnance et projets d'arrêté, de circulaire et de décision).

Article 27

Selon l'article 108, § 1^{er}, de l'ordonnance organique du 23 février 2006, précitée, les articles 2 à 7 de la loi du 16 mars 1954, précitée, cessent d'être applicables aux organismes d'intérêt public soumis à l'ordonnance organique, c'est-à-dire aux organismes administratifs autonomes (voir observation générale n° 2).

L'article 27 du projet doit, dès lors, être adapté pour limiter son champ d'application aux rapports de réviseurs visés à l'article 13 de la loi du 16 mars 1954, précitée.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.591/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 mei 2006 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 10 juli 2006 (*), van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak", heeft op 28 juni 2006 het volgende advies gegeven :

(*) Bij brief van de Minister van 1 juni 2006.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De artikelen 50, 51 en 71 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten luiden als volgt :

"Art. 50. § 1. (...)

§ 2. De wet bepaalt de algemene bepalingen die van toepassing zijn op de begrotingen en de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook op de organisatie van de controle uitgeoefend door het Rekenhof. (...)

Art. 51. De Gemeenschappen en de Gewesten organiseren een eigen administratieve- en begrotingscontrole en doen daartoe een beroep op inspecteurs van Financiën die hun ter beschikking worden gesteld en onder hun gezag staan. (...)

Art. 71. § 1. Tot de inwerkingtreding van de wet bedoeld in artikel 50, § 2, zijn de vigerende bepalingen betreffende de organisatie van de controle van het Rekenhof en de controle op het verlenen en het gebruik van subsidies, evenals de bepalingen inzake de Rijkscomptabiliteit, onverminderd hetgeen in § 2 omtrent artikel 32bis van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit is gesteld, van overeenkomstige toepassing op de Gemeenschappen en de Gewesten.

§ 2. Tot de organisatie van een administratieve en begrotingscontrole, bedoeld in artikel 51, zijn de bepalingen vermeld in artikel 32bis van de wet van 28 juni 1963 van overeenkomstige toepassing op de Gemeenschappen en de Gewesten.

§ 3. Tot de inwerkingtreding van de wet bedoeld in artikel 50, § 2, blijven de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wat de wijze van uitoefening van de controle van het Rekenhof betreft, van overeenkomstige toepassing op de instellingen van openbaar nut die afhangen van de Gemeenschappen en de Gewesten".

.../...

Wat de inwerkingtreding van de onderscheiden bepalingen betreft, wordt bij de voormelde bijzondere wet van 16 januari 1989 bijgevolg een onderscheid ingevoerd tussen de bepalingen betreffende de organisatie van de controle uitgeoefend door het Rekenhof en de controle op het verlenen en het gebruik van subsidies, alsook de bepalingen inzake de Rijkscomptabiliteit, enerzijds, en die betreffende de administratieve en begrotingscontrole, anderzijds.

De wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, zijn niet meer van toepassing op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sedert de inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, dat wil zeggen sedert 1 januari 2006 ¹.

De Raad van State heeft in een recent advies ² het volgende opgemerkt :

"De organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 maart 2006, is krachtens artikel 112, § 1, ervan op 1 januari 2006 met terugwerkende kracht in werking getreden ³. De besluiten die ertoe strekken de bepalingen van deze ordonnantie uit te voeren en die onmisbaar zijn voor de uitvoering ervan, zullen eveneens terugwerkende kracht hebben tot 1 januari 2006. (...)

Hieruit volgt dat van 1 januari tot 23 maart 2006 de bepalingen van de organieke ordonnantie niet regelmatig konden worden toegepast en dat, zelfs na de bekendmaking van deze ordonnantie in het Belgisch Staatsblad, de toepassing van de bepalingen ervan rechtsonzekerheid kan scheppen, doordat niet de noodzakelijke uitvoeringsbesluiten zijn goedgekeurd".

-
- (1) Krachtens het koninklijk besluit van 18 maart 2004 houdende, voor wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, uitstel van de inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.
- (2) Advies 40.194/2, gegeven op 10 april 2006 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de financiële actoren".
- (3) Het ontwerp van ordonnantie is op 6 oktober 2005 in het Parlement ingediend, dat het echter eerst op 23 februari 2006 heeft kunnen goedkeuren.

Daarentegen blijven het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, uitgevaardigd krachtens artikel 46 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit ⁴, en het koninklijk besluit van 8 april 1954 ter regeling van de modaliteiten van controle vanwege de inspecteurs van financiën op sommige instellingen van openbaar nut, uitgevaardigd krachtens artikel 8 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, van toepassing zolang ze niet door de Regering zijn opgeheven ⁵.

Gelet op het feit dat de terugwerkende kracht die verleend wordt aan de besluiten tot uitvoering van de voormelde organieke ordonnantie van 23 februari 2006 ertoe strekt een juridisch vacuüm op te vullen - en dus de continuïteit van de openbare dienst te garanderen -, dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de bepalingen betreffende de administratieve en begrotingscontrole, enerzijds, en de overige bepalingen, anderzijds ⁶, en mogen alleen de laatstgenoemde bepalingen op 1 januari 2006 in werking worden gesteld.

2. Als rechtsgrond van het ontwerp van besluit worden naast artikel 51 van de voormelde bijzondere wet van 16 januari 1989, de artikelen 8, tweede lid, en 11 van de voormelde wet van 16 maart 1954 opgegeven en de artikelen 81 tot 83 van de voormelde organieke ordonnantie van 23 februari 2006.

Van die bepalingen leveren alleen artikel 8, tweede lid, van de voormelde wet van 16 maart 1954, welke bepaling alleen van toepassing is op de instellingen van categorie A, en de artikelen 81, eerste lid, en 82, derde lid, van de voornoemde organieke ordonnantie van 23 februari 2006, welke bepalingen bedoeld zijn om te gelden zowel voor

⁽⁴⁾ Oud artikel 32*bis* van de voormelde wet van 28 juni 1963.

⁽⁵⁾ Zie artikel 45, eerste lid, van het ontwerpbesluit.

⁽⁶⁾ Bedoeld wordt artikel 7 van het ontwerpbesluit.

de diensten van de Regering als voor de autonome bestuursinstellingen in de zin van titel VII van de organieke ordonnantie ⁷, een rechtsgrond op voor het ontworpen besluit.

Voor verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit is eveneens een rechtsgrond te vinden in artikel 36 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, waarbij de artikelen 68, eerste lid, en 69 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen van toepassing worden verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Niettemin volgt uit het in onderlinge samenhang lezen van de artikelen 81 en 82 van de organieke ordonnantie en van artikel 108, § 1, van die ordonnantie, naar luid waarvan alleen de artikelen 2 tot en met 7 van de voormelde wet van 16 maart 1954 niet meer van toepassing zijn op de autonome bestuursinstellingen die instellingen van openbaar nut zijn, dat de organieke ordonnantie de Regering er niet toe machtigt af te wijken van de overige bepalingen van de voormelde wet van 16 maart 1954.

Zo dienen de artikelen 7 tot 16 van het ontwerp te passen in het algemeen kader dat geschetst wordt door de artikelen 8 en volgende van de voormelde wet van 16 maart 1954. A fortiori kan de steller van het ontwerp zonder uitdrukkelijke machtiging geen nieuwe bepalingen toevoegen aan die van de voornoemde wet van 16 maart 1954 met betrekking tot de instellingen van openbaar nut die geen autonome bestuursinstellingen zijn.

Bijgevolg dient duidelijk te worden aangegeven, hetzij in artikel 3 van het ontwerp, hetzij in de onderscheiden bepalingen van het ontwerp, wat de werkingssfeer is van de bepalingen van het voorliggende ontwerp, waarbij een onderscheid moet worden gemaakt tussen de diensten van de Regering, de autonome bestuursinstellingen en de instellingen van openbaar nut (van categorie A of van categorie B) die geen autonome

(7) In dat verband wordt in de memorie van toelichting van het ontwerp van organieke ordonnantie het volgende aangegeven :
"(Het is de bedoeling) de autonome bestuursinstellingen te onderwerpen aan de volledige ontwerpordonnantie, behoudens de uitzonderingen en verduidelijkingen uit deze Titel VII. Daarom zijn de bepalingen inzake kredieten, begroting, boekhouding, interne controle, enz. van toepassing op deze autonome bestuursinstellingen." (Gedr. St. BHR, 2004-2005, nr. A-186/1, blz. 40).

bestuursinstellingen zijn en die dan ook niet bedoeld worden in de voormelde organieke ordonnantie maar alleen in de voornoemde wet van 16 maart 1954.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

De aanhef behoort aldus te worden herzien dat alleen verwezen wordt naar de bepalingen die een rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit (zie algemene opmerking nr. 2).

Dispositief

Artikel 1

De meeste definities van artikel 1 komen reeds voor in de organieke ordonnantie van 23 februari 2006, hetzij in artikel 2 van die ordonnantie, hetzij in andere bepalingen, zoals bijvoorbeeld artikel 15, betreffende het begrip "organieke" of "facultatieve" subsidie.

Het is niet geraten om artikelen van de organieke ordonnantie te citeren of te parafraseren, aangezien de steller van het ontwerp, door - zelfs zeer nauwkeurig - de inhoud van die artikelen weer te geven, handelt alsof hij bevoegd is om de eerder weergegeven hogere rechtsregels uit te vaardigen - en dus ook te wijzigen.

Die definities dienen bijgevolg te vervallen.

Artikelen 10 en 32

Volgens de artikelen 10, § 1, en 32 van het ontwerp moeten zowel de voorontwerpen van ordonnantie en besluit als de ontwerpen van ordonnantie en besluit (alsook de ontwerpen van circulaire en beslissing) voor akkoordbevinding aan de Minister van Begroting en voor advies aan de inspecteur van financiën voorgelegd worden.

Als het niet de bedoeling van de steller van het ontwerp is om twee keer dezelfde teksten voor te leggen aan de akkoordbevinding van de Minister van Begroting en aan het advies van de inspecteur van financiën - en dus de thans geldende regels te wijzigen -, dienen de bewoordingen te worden overgenomen die gebezigd worden in de artikelen 5 en 14 van het voornoemde koninklijk besluit van 16 november 1994 (voorontwerpen van ordonnantie en ontwerpen van besluit, circulaire en beslissing).

Artikel 27

Volgens artikel 108, § 1, van de voormelde organieke ordonnantie van 23 februari 2006 zijn de artikelen 2 tot en met 7 van de voormelde wet van 16 maart 1954 niet meer van toepassing op de instellingen van openbaar nut waarop de organieke ordonnantie betrekking heeft, dat wil zegen op de autonome bestuursinstellingen (zie algemene opmerking nr. 2).

Artikel 27 van het ontwerp behoort bijgevolg aldus te worden aangepast dat de werkingssfeer ervan beperkt wordt tot de verslagen van revisoren vermeld in artikel 13 van de voornoemde wet van 16 maart 1954.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS